

Un défi de poids

Nourrir les villes du Sud de plus en plus peuplées est un défi de taille pour les pays ACP, déjà contraints à des importations massives qui laissent peu de place aux productions locales. Pour limiter les carences et l'obésité, inquiétante dans plusieurs régions, il leur faudra aussi veiller à la qualité des aliments.



Dans tous les pays ACP, la population urbaine est ou sera très prochainement plus importante que celle des campagnes. En Amérique latine et aux Caraïbes, 75 % de la population vit dans des villes. Selon la FAO, on en attend 83 % en 2030. En Asie et dans le Pacifique, le pourcentage passera de 37 à 53 %, en Afrique de 38 à 55 %. Ainsi, dans les pays côtiers du golfe de Guinée, la population urbaine a été multipliée par neuf entre 1960 et 2000, tandis que la population rurale est passée de 80 % de la population totale à 50 %.

Nourrir des villes qui dépassent souvent le million d'habitants est un défi pour les gouvernements des pays du Sud. Pendant longtemps, assurer en quantité le ravitaillement des citadins a été leur principale préoccupation. Les agriculteurs locaux ont dans de nombreux pays augmenté fortement leur production pour répondre à la demande urbaine. Les cultures vivrières sont ainsi devenues des "cultures de rente". L'agriculture qui s'est fortement développée dans et autour des grandes villes contribue aussi à leur approvisionnement en légumes frais, œufs, volailles... Cependant, malgré les efforts des producteurs, l'agriculture locale ne parvient pas, et de loin, à couvrir les besoins de ces villes obligées de faire appel aux importations. Riz, blé, viande, huile, produits agroalimentaires industriels..., les marchandises importées envahissent les marchés où elles se vendent souvent moins cher que les produits locaux. La dépendance vis-à-vis de ces importations varie d'un pays à l'autre. Dans le Pacifique, les populations urbaines consomment désormais essentiellement des produits importés issus des industries agroalimentaires. Aux Caraïbes, leur consommation varie selon les îles.

Le coût des importations

En Afrique subsaharienne, les importations par tête d'habitant restent inchangées depuis 20 ans, mais, selon de récentes études, elles ont globalement fortement augmenté compte tenu de la croissance de la population des villes. La baisse des cours mondiaux des produits agricoles,

Les "maladies non transmissibles" liées à une alimentation souvent trop grasse gagnent du terrain dans les villes

Maurice, malade de la "malbouffe"

Les caravanes de santé qui sillonnent les villes et villages de l'île Maurice depuis deux ans ont fait un constat effarant : 40 % des adultes de plus de 30 ans sont obèses, 30 % sont hypertendus et 20 % diabétiques. À Maurice, un décès sur deux est lié à ces "maladies non transmissibles" (MNT). Faute de temps, les Mauriciens achètent des produits congelés et prêts à consommer ou mangent dans la rue. Rançon de la modernité, personne n'a plus le temps de préparer des repas ni de pratiquer une activité sportive, ne serait-ce que la marche.

Ces mauvaises habitudes se sont généralisées dans les années 1995/1996, cinq à six ans après le début du miracle économique mauricien. Traditionnellement, on mangeait beaucoup de légumes et très peu de viande à Maurice. Aujourd'hui, la malbouffe n'épargne personne : citadins et ruraux de toutes communautés sont frappés.

la libéralisation des échanges ainsi que les politiques de subventions aux exportations agricoles des pays de l'OCDE se sont traduites par une augmentation constante d'importations à bas prix dans les pays du Sud. Ainsi, entre 1995 et 2002, le volume des importations de céréales des pays africains a crû de 58,2 % selon la FAO, mais le prix du riz à la tonne a baissé de 35,2 % (voir *Spore* 115). De même, les importations de volailles ont été multipliées par trois tandis que leur prix baissait de plus de 40 % (voir *Spore* 114).

Grâce à ces importations, la sécurité alimentaire des villes n'apparaît plus, cette dernière décennie, au cœur des préoccupations des gouvernants et de la communauté internationale comme celle des campagnes. Mais leur coût devient difficilement supportable pour de nombreux pays qui consacrent une part croissante de leurs recettes d'exportation, souvent plus de la moitié, pour se nourrir. Tributaire des cours mondiaux, l'Afrique, en particulier, a de plus en plus de mal à les financer pour accompagner la croissance urbaine. Le renchérissement récent des importations risque de déséquilibrer l'approvisionnement des villes et d'affamer les populations urbaines les plus pauvres. Les produits locaux ne peuvent les remplacer : insuffisants en quantité, ils sont aussi généralement plus coûteux que les produits importés. Depuis 2001, les échanges agricoles et alimentaires de l'Afrique sont devenus déficitaires.

Déséquilibres alimentaires

Pour autant, si aujourd'hui les villes ne souffrent pas de pénuries alimentaires, la situation nutritionnelle des citadins est loin d'être satisfaisante : une part importante des citadins les plus pauvres souffre de malnutrition. Ainsi, dans les îles du Pacifique, personne ne meurt de faim mais les taux d'anémie, de carences en vitamines A et en oligoéléments sont élevés. C'est le cas aussi en Afrique de